



Manifestation des organismes de défense collective des droits 26 avril 2018

Message du Comité de coordination du Regroupement des organismes en
défense collective des droits (RODCD)

Bonjour tout le monde,

Le RODCD est heureux et fier d'associer sa voix à la vôtre pour réclamer haut et fort un meilleur financement pour l'ensemble des organismes communautaires qui œuvrent quotidiennement à défendre les droits politiques, sociaux, économiques, culturels et environnementaux des citoyennes et des citoyens du Québec. Ce que nous réalisons ensemble, à tous les jours, dans nos communautés est vital, à la fois pour préserver le caractère démocratique de la société dans laquelle nous vivons mais aussi pour améliorer nos conditions de vie et celles de tous nos concitoyennes et concitoyens. En luttant pour faire respecter les droits des personnes et des communautés, en dénonçant les abus, les injustices, les inégalités, la mauvaise utilisation de nos ressources collectives, les mauvais choix des dirigeants politiques et en organisant des prises de parole collectives et en

passant à l'action pour faire changer ces injustices, nous agissons concrètement pour bâtir ensemble une meilleure société, plus juste, plus équitable, plus tolérante, plus démocratique. Nos actions et nos activités, tant individuelles que collectives, contribuent à transformer la société.

Nous tenons à rappeler au gouvernement du Québec qu'il a reconnu que les groupes de défense collective des droits, sont très importants dans la société pour défendre les droits existants et en faire reconnaître de nouveaux. En plus, qu'ils sont des acteurs essentiels à la société car ils contribuent à développer la participation politique d'une frange importante de la population qui est habituellement exclue du débat public. Pour ce faire, il se doit de financer adéquatement les groupes de DCD et de protéger leur capacité d'agir collectivement. Nous n'avons toujours aucune idée de comment sera réparti le 2,2M\$ qui nous est destiné dans le budget 2018-2019 et soulignons que pour pouvoir remplir leur mission, les groupes de DCD ont besoin de 40M\$.

Nous sommes vraiment déçus que le reste des sommes que l'on nous a promis dans le Plan d'action gouvernemental pour l'inclusion économique et la participation sociale, soit 10,4M\$ supplémentaire par an, ne soit pas dans le budget actuel, ce qui le rend conditionnel au résultat des élections d'octobre prochain. Et nous sommes particulièrement inquiets de l'orientation gouvernementale voulant financer

prioritairement la défense individuelle des droits, car notre mission est collective. Nous souhaitons ardemment entamer des discussions sur ce sujet avec le Ministère.

Le rassemblement d'aujourd'hui visent à rappeler au Gouvernement du Québec que les groupes de défense collective des droits, tout comme la grande majorité des organismes d'action communautaire autonome, font partie, depuis trop longtemps, des enfants pauvres, des laissés pour compte, du développement économique et social du Québec. Nous réclamons que la défense des droits fasse partie des priorités sociales du Québec de l'avenir !

La prochaine campagne électorale sera l'occasion pour faire entendre les préoccupations et les revendications des citoyennes et des citoyens que nous côtoyons et rassemblons. Profitons-en pour démontrer toute la solidarité, toute la capacité d'éducation populaire, de sensibilisation et de mobilisation dont nous sommes capables.

Solidairement,

Louise Paré, présidente du RODCD.